

Montreuil, le 10 décembre 2012

À l'attention de la Presse écrite et orale

**De « GANDRANGE » à « FLORANGE » et
SANOFI, ARKEMA, PETROPLUS, LYONDELL,
RIO TINTO, etc : UN POUVOIR POLITIQUE EN
« DÉROUTE » OU LIÉ AU POUVOIR PATRONAL.**

« **NATIONALISATION ? OUAH !!!** »

Quelle insulte pour le MEDEF qui a tout de suite « hurlé » face à un danger imminent contre les intérêts de ses affiliés !!!

« **GANDRANGE et FLORANGE** », un patronat, deux gouvernements différents et la même fuite en avant ou complicité : « bleu » ou « rose », tous 2 sont passés en campagne électorale, ont pris des engagements envers les travailleurs pour gagner leurs voix ; tous deux ont « tourné casaque » dès leur accès au pouvoir !

NATIONALISER ?

OUI, UN ÉTAT RESPONSABLE DOIT NATIONALISER LES SECTEURS STRATÉGIQUES ESSENTIELS A L'INDÉPENDANCE ET AUX BESOINS DE LA POPULATION !

Pour la FNIC-CGT : **nationalisations, OUI, MAIS pas comme en 1983**, de celles qui conduisent à faire payer les investissements, les pertes et les restructurations à la collectivité, et puis ensuite, à redonner au privé un outil industriel neuf.

En tout état de cause, l'Industrie ne doit pas rester entre les mains de multinationales dont le centre d'intérêts est la finance et le profit.

Une politique industrielle nationale digne de ce nom empêcherait SANOFI de casser la recherche, la fabrication : c'est la politique de santé nationale qui est en cause. Les groupes pétroliers européens seraient empêchés de fermer les raffineries (industries indispensables pour le pays) détruisant des milliers d'emplois, amenant à augmenter les risques écologiques.

Mais aussi et surtout, le pétrole matière première indispensable dans la chaîne des industries en aval, utiles aux besoins de la population (huiles, peintures, vernis, plastiques d'emballages industriels et alimentaires, de santé, etc..., colorants, essences, savons, lessives, produits ménagers, etc...)

L'ETAT DOIT AGIR !

Les multinationales ne cessent de briser les capacités industrielles du pays, *ARKEMA, SANOFI, PETROPLUS, LYONDELL, RIO TINTO, etc....* Leur choix est celui de la rente financière, au mépris des intérêts des salariés.

UN PAYS SANS INDUSTRIE EST UN PAYS CONDAMNÉ ! DANS L'INCAPACITÉ DE PRODUIRE LES BESOINS POUR SON PEUPLE !

COÛT DU TRAVAIL, ASSÈNE-T-ON ?

COÛT DU CAPITAL : VOILÀ LE PROBLÈME !

Les coûts intolérables sont ceux payés par la collectivité, qui font qu'un salarié sur trois, dans le secteur privé, est payé par nos impôts, aujourd'hui en France.

L'ensemble des aides de toute nature s'élève à 172 milliards d'euros chaque année selon la Cour des Comptes, plus 20 milliards de cadeaux AYRAULT : sur les 15 millions de salariés du privé, plus de 4 millions sont payés par nos impôts (base 2 000 €/mois + 1 000 € de cotisations patronales).

Le pouvoir d'action, c'est celui de voter les lois pour faire droit à la démocratie dans l'entreprise, au progrès social et économique ; c'est la clé pour sortir de la crise du système actuel et également la clé pour un avenir de bien-être pour tous.

Socialiser le travail, c'est nécessaire, et urgent !

Socialiser avec un renforcement des droits individuels des salariés : on ne doit plus travailler dans la peur, la crainte de représailles.

Socialiser avec un renforcement des droits des instances représentant les salariés (CE, CHSCT, DP): Un droit de veto s'impose face à une restructuration, avec obligation de négociation et accord sur des propositions alternatives.

Socialiser avec un renforcement des droits et responsabilités des pouvoirs publics locaux ; l'entreprise s'étant développée grâce aux savoirs et au professionnalisme acquis par l'Éducation nationale et les services publics qui sont un facteur du développement déterminant.

Toute entreprise a une responsabilité sociale à assumer envers la collectivité.

OUI, LA SOCIALISATION EST NÉCESSAIRE

La FNIC-CGT considère que toute entreprise «privée» doit perdre son «droit de propriété»: dès lors qu'elle fait appel aux finances publiques, sa gouvernance passant sous la direction tri-partite (Salariés-Direction-Pouvoirs Publics).

IL EST URGENT DE CRÉER une rupture avec les politiques de «gavage» à coups de milliards d'euros de fonds publics donnés à des multinationales, souvent organisées en PME. Sans aucun contrôle, sans aucun engagement : les pouvoirs politiques sont responsables, ***coupables de la situation. ILS ONT CRÉÉ CETTE POLITIQUE, ILS DOIVENT LA CHANGER !***